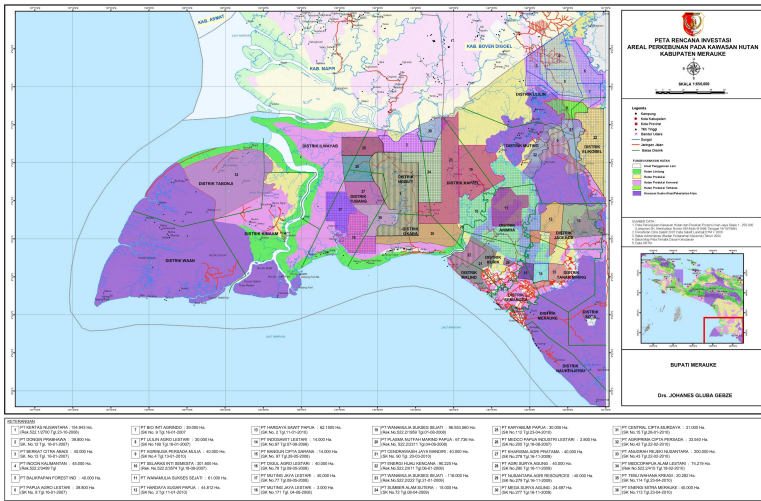

Reprise de la destruction en Papouasie : un projet de monoculture menace les terres et les moyens d'existence des populations indigènes

Depuis cinq ans, les habitants de Merauke Regency, dans la province de Papouasie-sud de l'Indonésie, s'opposent à un projet d'agriculture à grande échelle qui menace les moyens d'existence de plus de 50 000 personnes. Leur résistance a permis de retarder la mise en exploitation des 2,5 millions d'hectares de concessions liées au projet MIFEE (Merauke Integrated Food and Energy Estate). Toutefois, le gouvernement a récemment annoncé de nouveaux plans ambitieux qui menacent l'approvisionnement alimentaire et les forêts des populations indigènes majoritairement Malind du département de Merauke. Les terres affectées au projet - plus de 55 % de la superficie totale de Merauke - ont été choisies parce que le gouvernement les considère comme « improductives » et peu peuplées. Ce vaste projet de monoculture s'inscrit dans la logique d'un décret présidentiel de 2008 portant sur les investissements de grande ampleur dans l'alimentation et l'agriculture. Le gouvernement, qui répondait à la crise alimentaire mondiale de l'époque, a vu dans le développement de plantations de très grande surface un moyen de nourrir la population croissante de l'Indonésie et de contribuer à l'alimentation mondiale. Le projet MIFEE a immédiatement fait l'objet de controverses car il va détruire une partie de la forêt de Papouasie, qui est la troisième forêt tropicale du monde par sa superficie, et menace les habitations, l'approvisionnement alimentaire et les forêts de la communauté indigène Malind.

Si l'objectif déclaré de ce projet est de produire du riz, du maïs et d'autres cultures vivrières destinées à assurer l'autosuffisance nationale et à réduire les importations de produits alimentaires, en 2014, la majorité des « permis d'implantation » (première étape dans l'obtention d'une concession) délivrés pour Merauke et qui portent sur 1,5 million d'hectares, visaient des cultures habituellement destinées à l'exportation. Dix-sept plantations de canne à sucre couvrent 580 000 hectares, huit plantations de palmiers à huile occupent 266 000 hectares, sept plantations industrielles (principalement d'acacia et d'eucalyptus) couvrent une superficie totale de 594 000 hectares et les cultures alimentaires, y compris les grandes exploitations de riz et de manioc, représentent les 70 000 hectares restants (1).



Carte du plan d'investissement du projet MIFEE.

Cette carte est issue des documents de planification initiaux de 2010. Aucune carte n'a été publiée depuis pour indiquer la planification actuelle. Source : Agence de promotion et d'investissement (BAPINDA), 2010

Une vigoureuse résistance en Papouasie et dans toute l'Indonésie a ralenti l'expansion du projet MIFEE. Mais le président nouvellement élu, Joko Widodo, plus connu sous le nom de Jokowi, a annoncé lors d'une visite en Papouasie en mai 2015 ses projets visant à faire de la région le grenier à riz du pays au cours des trois prochaines années. Il a indiqué que 1,2 million d'hectares de rizières seraient mis en exploitation et permettraient la production de 60 millions de tonnes de riz par an. Il a même annoncé que la zone affectée au projet MIFEE serait portée à 4,6 millions d'hectares (2). Un tel chiffre est clairement impossible, car il serait égal à la superficie totale du département de Merauke. Même en ne retenant que le chiffre inférieur mais néanmoins stupéfiant de 1,2 million d'hectares pour les nouvelles exploitations rizicoles, on ne sait pas où des terres pourraient être trouvées dans le département en dehors des plantations déjà existantes, des zones d'habitation de la communauté et du Parc national de Wasur. L'annonce semble avoir été spontanée. Peu de temps après, une réunion de suivi a eu lieu entre les représentants de l'administration du département de Merauke et le ministre de l'Agriculture Andi Amran Sulaiman pour définir plus précisément le projet. Un journal local a rapporté que M. Sulaiman n'a donné aux autorités locales que trois jours pour préparer un cadre de travail pour le développement de 1,2 million d'hectares de rizières ; 250 000 hectares seront mis en exploitation cette année, et 250 000 hectares supplémentaires tous les six mois par la suite (3).

Le gouvernement central a indiqué qu'il fournirait sept mille milliards de roupies (534 millions de dollars) par semestre pour soutenir ce développement. Pupuk Indonesia, un fabricant d'engrais appartenant à l'État, s'est vu confier la tâche de réunir la somme initiale qui sera utilisée pour le défrichage et l'aménagement de 750 000 hectares de rizières (4). En outre, 250 000 hectares seront gérés par le ministère de l'Agriculture et 200 000 hectares seront offerts à des entreprises privées.

Le président Jokowi a été invité à se rendre dans le département de Merauke par Medco, qui est actuellement la seule société à expérimenter activement la riziculture dans la région. La société, qui intervient généralement plutôt dans l'exploitation pétrolière et gazière, est l'un des pionniers du projet MIFEE, mais son bilan n'est pas très reluisant jusqu'à présent. L'une de ses filiales qui intervient

dans le secteur de l'exploitation du bois d'œuvre, PT Inti Selaras Semesta, s'est fait connaître comme l'une des pires entreprises de la région après avoir amené la communauté de Zanegi à céder ses forêts contre une indemnisation minimale. Cela s'est traduit par de la pauvreté et des conflits, et l'entreprise elle-même n'a pas réussi à dégager des bénéfices. Elle a été fermée quelques années plus tard, après avoir détruit une vaste zone forestière et en laissant les villageois sans forêt et sans revenus (5).

Aucune autre entreprise privée ne s'est encore engagée publiquement à participer au programme, même si un journal mentionne que Wilmar International et Sinar Mas figurent parmi les conglomérats qui se sont déclarés intéressés par le projet (6). Ces deux sociétés figurent parmi les plus importantes dans le secteur des plantations de palmier à huile, la production d'huile de palme constituant leur activité principale.

Le riz est un aliment de base pour la population indonésienne et dans toute l'Asie et il est principalement produit par de petits agriculteurs. Selon l'enquête indonésienne de 2013 sur l'agriculture, 14 millions de ménages d'agriculteurs produisent du riz dans le pays, soit plus de la moitié des 25 millions de ménages ruraux. La majorité sont des petits agriculteurs qui possèdent moins d'un demi hectare de terres (7). Aujourd'hui, la petite agriculture paysanne produit la quasi-totalité des 44 millions de tonnes de riz cultivées dans le pays. Un développement de la riziculture de l'ampleur annoncée par le président indonésien ne peut être obtenu qu'en recourant à une monoculture à grande échelle, avec des méthodes entièrement mécanisées et avec d'importants apports de produits agrottoxiques. Si la production de riz est entre les mains de quelques entreprises publiques et privées, que va-t-il arriver aux moyens d'existence des millions de producteurs de riz du pays ? La zone du projet MIFEE s'étend sur 160 villages du département de Merauke. Pour le peuple papou, cela pourrait se traduire par la perte de leur territoire. Le projet pourrait également mettre en danger leur source d'approvisionnement alimentaire (l'aliment de base ici est le sagou plutôt que le riz) et les animaux de la forêt.

Un villageois de Zanegi a indiqué que, depuis que les plantations ont commencé à empiéter sur leur territoire, il est devenu plus difficile de trouver de la nourriture. En 2013, cinq enfants sont morts de malnutrition dans l'une des zones de concession de Medco (8). Évoquant dans un magazine local la relance du projet MIFEE par le président Jokowi, un étudiant papou écrit : « En ce qui concerne sa déclaration sur le riz à Merauke, Jokowi ignore clairement le fait que les peuples autochtones de Papouasie consomment du sagou et que leurs moyens de subsistance dépendent de la forêt de sagoutiers. Cela signifie que l'abattage des palmiers sagoutiers visant à assurer la sécurité alimentaire nationale (par le riz) est un programme qui rendra impossible la survie des peuples autochtones de Merauke car il va détruire leur aliment de base, le sagou. » (9)

Le plan de Jokowi continue de s'appuyer sur une politique agricole et alimentaire nationale autoritaire, ne laissant aucune place pour des discussions avec les communautés à Merauke ou avec les producteurs de riz indonésiens en général sur ce qu'ils jugent nécessaire pour atteindre la souveraineté alimentaire. Pourtant, lors de sa campagne électorale, Jokowi a beaucoup parlé de la souveraineté alimentaire. L'argument rhétorique d'une augmentation de la production nationale de riz se résume à un simple transfert des terres des peuples autochtones aux grandes entreprises.

Avec plus de 1,5 million d'hectares de terres déjà occupés par des plantations dans le département de Merauke, on ne sait pas où seront trouvées les terres dont il est question. Le chiffre de 1,2 million d'hectares fait probablement référence aux terres initialement prévues pour le projet MIFEE en 2010. Si tel est le cas, il est tout à fait irréaliste d'imaginer qu'il pourrait être réalisé dans les trois ans qui viennent. Tout d'abord, des permis pour des plantations de palmiers à huile et de canne à sucre ont

déjà été accordés pour pratiquement toute la région. Par ailleurs, dans de nombreux endroits, les communautés autochtones Malind qui ont des droits sur ces terres ont clairement indiqué qu'elles ne céderaient plus aucune de leurs terres à des entreprises.

Le développement initial du projet MIFEE a eu des résultats catastrophiques pour les communautés et l'environnement dans la région. Donner au projet une telle ampleur ne fera qu'augmenter la pression sur les communautés et poursuivre la destruction des forêts. La relance du projet MIFEE montre que les mauvaises politiques de contrôle de la terre et des ressources naturelles au profit des magnats industriels et des sociétés multinationales, menées pendant des décennies, se poursuivent. Cela suffit, il est temps de dénoncer le projet MIFEE et de rendre les terres au peuple Malind.

Contacts :

Selwyn Moran, AwasmifEE,

awasmifEE@potager.org

Kartini Samon, GRAIN,

kartini@grain.org

1. Y.L. Franky, « Yayasan Pusaka ». Présenté lors d'un débat restreint sur le programme agricole du président Jokowi, à Jakarta, le 20 mai 2015. Les chiffres sont arrondis au millier d'hectares le plus proche.
2. « "Pemerintah Siapkan Merauke Jadi Lumbung Padi Nasional » (« Le gouvernement se prépare à faire du département de Merauke le grenier à riz du pays »), Tempo. 11 mai 2015. <http://www.tempo.co/read/news/2015/05/11/090665231/Pemerintah-Siapkan-Merauke-Jadi-Lumbung-Padi-Nasional>
3. « Jokowi relauches MIFEE, wants 1.2 million hectares of new ricefields within 3 years ! » AwasmifEE, 15 mai 2015. <https://awasmifEE.potager.org/?p=1210>
4. Damiana Simanjuntak, « Pupuk Indonesia needs \$534m for Merauke Food Estate » Jakarta Post, 18 mai 2015. <http://farmlandgrab.org/24915>
5. « Jokowi relauches MIFEE, wants 1.2 million hectares of new ricefields within 3 years ! », AwasmifEE, 15 mai 2015. <https://awasmifEE.potager.org/?p=1210>
6. Idem
7. Recensement national de l'agriculture 2013. <http://st2013.bps.go.id/dev2/index.php>
8. Témoignage d'un villageois de Zanegi lors d'un débat restreint sur le programme agricole du président Jokowi, Jakarta, 20 mai 2015.
9. Sanimala Bastian. Majalah Selangkah. Proklamasi Beras, Soal Penjajahan Pangan Indonesia. 13 mai 2015. <http://majalahselangkah.com/content/-proklamasi-beras-soal-penjajahan-pangan-indonesia>